

[...]

34.108-34.117/II/PN
FD/RV

Monsieur le Ministre,

En sa séance du 10 avril 2003, la Commission permanente de Contrôle linguistique (CPCL), siégeant sections réunies, a consacré un examen à deux plaintes déposées contre les mentions françaises figurant sur les reçus et extraits de compte délivrés par les distributeurs automatiques de billets de banque, installés dans les bureaux de poste dans la région bilingue de la capitale.

A l'examen desdits documents, il apparaît qu'y figurent les dénominations "La Poste" et "BXL".

A notre demande de renseignements, vous répondez ce qui suit.

"Les anomalies dans les mentions figurant sur les tickets (et, partant, sur les extraits de compte) délivrés par les automates bancaires, concernent un problème de Banksys.

L'automate bancaire ATM s'identifie par un nom de banque et une localité géographique. Lorsque le client introduit sa carte, son rôle linguistique est immédiatement reconnu et le dialogue apparaissant sur l'écran se déroule dans la langue véhiculaire de l'intéressé. Le ticket délivré au terme de l'opération est également établi dans la langue du client.

Banksys fournit les données relatives à l'opération effectuée au banquier intéressé via une chambre des compensations (système d'échange entre les diverses instances financières). Les données fournies sont automatiquement reprises sur l'extrait de compte correspondant, sans intervention aucune du banquier en cause.

Le Poste s'identifie par trois dénominations: DE POST, LA POSTE et DIE POST.

Le problème de la mention exacte du nom du banquier se pose essentiellement dans les 19 communes de Bruxelles-Capitale où certains automates bancaires ATM s'identifient en français et d'autres en néerlandais. D'autres organismes financiers sont confrontés au même problème. L'installation des appareils se fait progressivement et La Poste ne fournit à Banksys aucune information concernant l'identification de ses automates bancaires ATM. Dès lors, Banksys doit introduire les paramètres exacts concernant le nom du banquier et la localité en fonction du rôle linguistique de son client.

La Poste, et plus précisément la Banque de La Poste puisqu'il s'agit des comptes chèques, a dès lors invité Banksys, propriétaire des automates ATM et du logiciel y afférent, de procéder dans les plus brefs délais aux adaptations nécessaires."

La CPCL constate que la société anonyme Banksys constitue un collaborateur privé au sens de l'article 50 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (LLC). Aux termes de cet article, la désignation de collaborateurs, de chargés de mission ou d'experts privés ne dispense pas les services de l'observation des LLC (cf. avis 31.053/II/PN du 23 septembre 1999).

Un bureau de poste constitue un service local au sens des LLC.

Aux termes de l'article 19 des LLC, tout service local de Bruxelles-Capitale emploie, dans ses rapports avec un particulier, la langue que l'intéressé utilise quand celle-ci est le français ou le néerlandais.

Un reçu délivré à un client néerlandophone par un automate bancaire dans un bureau de Poste bruxellois constitue un rapport avec un particulier et doit dès lors être établi intégralement en néerlandais.

La même remarque vaut pour les extraits de compte délivrés par La Poste au même particulier néerlandophone.

Dès lors, la CPCL estime que les plaintes sont recevables et fondées.

Copie du présent avis est notifiée à monsieur A. Duquesne, ministre de l'Intérieur, ainsi qu'aux plaignants.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Le président,

[...]